

Dernière intervention de Cristina Fernandez dans le cadre de l’Affaire Vialidad

Image not found or type unknown



La Havane, 29 nov. (RHC)- L'actualité argentine est marquée ce mardi par la dernière intervention de la vice-présidente, Cristina Fernandez, devant le Tribunal oral fédéral 2 dans le cadre du procès connu comme Affaire vialidad, intenté contre elle pour le délit présumée de corruption.

En août, le procureur Diego Luciani a demandé une peine de 12 ans de prison pour la vice-présidente et son interdiction perpétuelle d'exercer une fonction publique pour des irrégularités présumées dans l'attribution de 51 travaux dans la province de Santa Cruz entre 2003 et 2015.

L'ancienne cheffe d'État a rejeté les accusations portées contre elle, dénoncé l'entrave à sa défense et la tenue d'un procès contre le péronisme, les gouvernements populaires et ceux qui luttent pour la mémoire, la vérité, la justice et les droits des citoyens.

Lors d'une émission en direct, Cristina Fernández a rappelé qu'en 2015, un tribunal de Santa Cruz a rejeté l'affaire pour cause d'inexistence de corruption ou d'autres délits et a démontré les liens existants entre les juges, les procureurs, les hommes d'affaires, les fonctionnaires et l'ancien président Mauricio Macri.

Rien de ce qu'ils ont dit n'a été prouvé. De plus, il a été prouvé que tout était exactement l'inverse et nous avons pu le constater grâce aux témoignages de plus de 100 témoins convoqués par le ministère public, a-t-elle ajouté.

Elle a d'autre part affirmé que, ces dernières années, des actions d'extorsion, d'espionnage, de persécution de dirigeants syndicaux et de manipulation, promues par les sympathisants de Macri, ont été révélées.

En Amérique latine, il n'y a plus de partis militaires, mais il y a un parti judiciaire. La guerre juridique (lawfare) en Équateur, en Bolivie et au Brésil consiste à déplacer, stigmatiser et annuler les gouvernements populaires. En Argentine, ils vont un peu plus loin et protègent ceux qui volent réellement le pays, a-t-elle dit.

Elle a également indiqué que la période qu'on lui demande de purger en prison correspond aux 12 années de son mandat et de celui de Néstor Kirchner (2003-2015), "les meilleurs gouvernements que l'Argentine ait connus ces dernières décennies".

C'est pourquoi ils vont me stigmatiser et me condamner, mais si je naissais 20 fois, 20 fois je ferais la même chose, a-t-elle dit.

Source:

<https://www.radiohc.cu/fr/noticias/internacionales/306423-derniere-intervention-de-cristina-fernandez-dans-le-cadre-de-laffaire-vialidad>



Radio Habana Cuba